

espaces et sociétés



L'espace des classes moyennes

éditions
éres

148-149

N° 1-2/2012

1 - Comment définissez-vous le périurbain, la périurbanisation, la périurbanité ? Quel type d'objet cela représente-t-il pour vous ?

La réponse à cette question implique des indications concernant :

- le type d'objet : « terrain » empirique, idéal-type, objet construit (problématique ou théorique) ;
- les marqueurs et/ou traits typiques de l'ensemble périurbain/périurbanisation/périurbanité ;
- ses caractéristiques spatiales et sociales ;
- le caractère homogène (ou non) du phénomène, à l'échelle nationale et internationale.

2 - Comment peut-on relier le phénomène périurbain avec d'autres grands événements ou évolutions des sociétés contemporaines et de leurs espaces ?

En particulier comment interprétez-vous les relations entre ce phénomène, la croissance des « classes » moyennes et leur mode de vie, dans les pays riches,

en particulier en France ainsi que dans les pays émergents ? En quoi les nouveaux enjeux du développement durable viennent-ils changer la donne ?

3 - La place donnée à la lutte contre « l'étalement urbain » ou *l'urban sprawl* par l'action publique pose la question du rapport entre le travail scientifique et l'action. L'étude du phénomène périurbain appelle-t-elle nécessairement – et avec quelles conséquences épistémologiques – de la part du chercheur une position axiologique, c'est-à-dire une expertise qui ne soit pas seulement tournée vers l'action, mais exprime des positions : critique ou approbation, préconisations... ?

4 - Quel avenir pour le périurbain ?

En s'en tenant à un point de vue prospectif et scientifique – en prenant position sur les scénarios positifs et négatifs, souhaitables et non souhaitables.



Dans l'épaisseur du périurbain

Martin Vanier

QUESTION 1

La question périurbaine commence par ce petit vertige : impossible de s'entendre universellement sur ce que « périurbain », « périurbanisation » ou « périurbanité » peuvent bien signifier (Roux et Vanier, 2008). Point de départ d'un malaise : comment construire un savoir, et à partir de là une pensée, pour ne rien dire d'une politique, sur une réalité équivoque ? N'est-ce pas la tare originelle d'une question inconfortable, sur tous les plans ? Et, par tant, la cause d'une révocation : abolissons ce réel qui ne se laisse pas dire ?

On peut avancer que la périurbanisation est un processus, le périurbain une situation, la périurbanité une qualité (au sens neutre du terme), mais à peine ceci est dit qu'on en doute. Quoi de fondamentalement neuf dans le processus d'étalement urbain, constitutif de l'urbanisation : la périurbanisation est-elle autre

Martin Vanier, professeur de géographie à l'Université Joseph Fourier de Grenoble, fortement impliqué dans les démarches prospectives de la DATAR et dans l'activité d'étude (au sein du bureau d'études ACADIE)

Martin.Vanier@ujf-grenoble.fr

chose que la production des marges urbaines à l'ère de l'automobile ? Quoi de stable et de spatialement, socialement ou fonctionnellement désignable dans le périurbain, qui poursuit toujours sa métamorphose ? Quoi de vraiment propre à l'affaire qui mériterait une nouvelle famille de qualificatifs, fut-elle une famille un peu honteuse de péri-quelque chose ?

Trois séries de remarques s'imposent à partir de ces questions de mise en doute de la question :

1. Même sans accord scientifique sur l'objet et sa ou ses définitions, les jamais nommées « études périurbaines » battent leur plein (Cailly et Vanier, 2010) et, depuis le milieu des années 1970, la production d'études et de recherches multidisciplinaires sur l'insaisissable réalité ne s'est pas démentie. Et ce en dépit de l'annonce récurrente par diverses autorités (statistiques, aménagistes, observatrices) de la fin imminente du phénomène, la dernière en date arguant de la hausse insupportable du coût du carburant automobile qui serait fatale à l'étalement.

2. Pendant que la France doute de sa réalité périurbaine, malgré un zonage qui lui accorde un poids croissant, d'autres sociétés urbaines (et leurs scientifiques) l'ont investie conceptuellement, fut-ce pour en construire la critique sociale : Thomas Sieverts et sa Zwischenstadt (Sieverts, 2004) en Allemagne, Michel Bassand et beaucoup d'autres à sa suite en Suisse, les nombreux théoriciens de la Suburbia aux États-Unis, où la Broadacre City d'un Frank Lloyd Wright prend rang d'utopie prémonitoire dès 1929, *etc.* En France, on ne s'est pas extrait d'une vision de l'urbain dégradé puisque périphérique, édulcoration de la vraie ville, et même désormais trahison insoutenable (Bonnin *et al.*, 2006). On y dénonce les pires tares, qui vont du comportement électoral de repli à la multiplication des divorces en passant par le massacre de la biodiversité, mais on n'a guère progressé en quarante ans pour forger une pensée opératoire.

3. Et pourtant, quoi d'épistémologiquement différent de la construction, en leur temps, de la ville ou de la campagne comme champs scientifiques ? A-t-on eu besoin de figer la définition de la ville pour développer les études urbaines ? Ou d'en finir avec l'introuvable définition de la ruralité pour continuer à lire ce qui s'y joue dans une France en plein réinvestissement de ses campagnes ? Il n'y a pas de définition stable et univoque du périurbain, pas davantage qu'il n'y en a pour l'urbain et la ville, ou le rural et la campagne. Sauf à fusionner l'ensemble dans un seul et même paradigme explicatif (l'urbain généralisé ?), ce qui, certes, permet de dépasser le problème.

En réalité, ce problème n'en est pas un. Il n'y a pas de définition spatiale du périurbain, du moins pas de définition qui soit recevable au-delà de l'exercice par lequel elle est produite, et cela vaut en particulier pour le fameux zonage INSEE qui fait aujourd'hui autorité. Il n'y a absolument pas de « définition sociale » du même phénomène : tantôt espace-type des classes moyennes, tantôt espace des nouvelles relégations et marginalisations, tantôt

espace refuge des *happy fews*, le périurbain est en fait un peu tout cela à la fois, selon des combinaisons très variées d'un contexte à l'autre. Il est somme toute une des formes contemporaines de la perpétuelle mise en espace des différences sociales, ni plus ni moins ségrégative que les précédentes, mais à une autre échelle. De ce point de vue, la « ville à trois vitesses » (Donzelot, 2004) prête le flanc à des interprétations trop simplistes : les gentrificateurs au centre, les sécessionnistes en périphérie et les pauvres entre les deux ; alors que ces trois catégories sociales, et quelques autres, sont dans toutes les positions urbaines, périurbaines et rurales.

Ne cherchons pas davantage de définition économique ou fonctionnelle (la très limitée notion de « commune dortoir » y compris), de définition morphologique (à base d'habitat individuel, massivement présent en banlieue ou parfois en péricentre), et encore moins de définition géométrique, si chère à une certaine économie spatiale. On peut toujours en user dans le cadre d'études contextualisées, comme convention pour découper un objet, mais pas pour les ériger en catégorie, les réifier en situations types. Ce qui caractérise les grandes couronnes parisiennes ne vaut pas pour la diffusion « périrurale » limousine, qui est elle-même autre chose que la densification rapide des communes touristiques littorales ou montagnardes, *etc.* Chacune de ces portions de territoire peut être interprétée, avec plus ou moins de pertinence, comme périurbaine par les dynamiques qui l'animent, mais l'ensemble ne constitue pas pour autant une catégorie spatiale, sociale ou fonctionnelle spécifique, stabilisée et opératoire, ni au plan scientifique de la construction de la connaissance, ni au plan politique de l'organisation de l'action.

La raison de cette irréductible hétérogénéité et instabilité est que le mal nommé périurbain est en réalité un entre-deux, un « espace entre », susceptible d'accueillir une construction sociale que je qualifie d'interterritoriale, dans la mesure où celles et ceux qui la font et la vivent sont tournés vers divers horizons, centrifuges ou centripètes, attachés à divers référentiels, urbains ou ruraux pour le dire vite. Moyennant quoi il y a autant d'interterritorialités qu'il y a de types de villes et de campagnes, et de rapports qui les organisent mutuellement. Ce qui me conduit, pour ma part, à considérer le périurbain comme un des espaces quotidiens de l'interterritorialité (il y en a d'autres, notamment en plein cœur des villes connectées aux lointains), plutôt que comme la simple expression contemporaine de la croissance urbaine dé-densifiée à l'ère de l'automobile.

QUESTION 2

Pour autant, si le périurbain n'existe pas comme catégorie, il existe bien comme symptôme. Il est, de mon point de vue, un des symptômes d'une crise majeure de la spatialité des sociétés contemporaines, c'est-à-dire de la façon

dont elles définissent, organisent, et surtout se représentent, leurs rapports à l'espace. Cette crise est générale, et interpelle aussi bien la ville, la campagne, que cet entre-deux qui relève de leur interterritorialité. Cette crise s'exprime aujourd'hui à travers une interpellation globale, une invitation au changement de paradigme : le développement durable.

Dans sa version la plus élémentaire, proche du dogme creux, le développement durable impliquerait le retour à la « vraie ville » et ses densités, confinant par ailleurs les campagnes à l'agriculture devenue raisonnable : dès lors, rien de plus inacceptable que le tiers espace qui les perturbe. Trop d'analystes et de chercheurs se sont, de mon point de vue, un peu facilement ralliés à la défense et l'illustration de cette conviction, qui prend parfois la tournure d'une croisade contre la périurbanisation, l'étalement urbain, la société périurbaine (pourtant introuvable). Sur fond de développement durable, le discours scientifico-technique contre les étalés est parfois si pesant qu'un Jean Marrieu a pu avec raison le qualifier de « racisme spatial ». La pression est d'autant plus pénible que les problématiques régénérées par la pensée d'un développement qui serait durable sont très stimulantes pour un contexte périurbain disposé à énoncer son projet de territoire (Bourdin, 2009).

Prenons la mobilité, au cœur d'une controverse sociétale de grande ampleur : va-t-on vers une réduction globale des pratiques et des besoins de mobilité, sobriété oblige, ou bien les sociétés urbaines sont-elles en train d'inventer de nouvelles modalités leur permettant de poursuivre l'inexorable construction de l'*homo mobilis* ? A-t-on tout dit avec la « ville des proximités », condamnation irrémédiable de la dédensification urbaine, ou bien le bilan carbone des diverses modalités d'occupation de l'espace ne mérite-t-il pas d'être approfondi ? Faut-il adopter la philosophie angoissée de Paul Virilio, ou les explications mobilitaires, archipellicques ou carrément « liquides¹ » de Jean Remy (Remy et Voyé, 1982), de Jean Viard (Viard, 1994) et d'Olivier Mongin ?

La controverse anime de façon plus ou moins explicite la plupart des débats prospectifs et des lieux où se prépare la décision publique. Comme souvent dans les antagonismes bien tranchés (plus ou moins de mobilité), la dialectique collective accouchera sans doute d'un troisième terme, encore mal formulé (disons pour l'heure : la mobilité autrement). Et si le mal nommé périurbain était un des contextes les plus propices à l'émergence de ce troisième terme ? Si, précisément parce que son histoire est très liée à celle de l'automobile, il était le cadre spatial et social d'une réinvention de nos rapports individuels et collectifs aux déplacements ? La dépendance automobile qui le caractérise est-elle la promesse de sa fin prochaine ou la contrainte stimulante pour l'innovation sociale ?

1. Au sens que Z. Bauman (*Liquid society*, Polity Press, 2000) donne à ce mot.

Des questions du même ordre traversent le débat sociétal concernant un autre symptôme aigu de la crise des spatialités contemporaines : l'exigence de nature, de la part de sociétés de plus en plus technologiques et d'individus de plus en plus appareillés. La biodiversité est le nouveau graal du monde hyper-industriel. Sans entrer dans ce vaste et passionnant débat, tissé de ses contradictions contemporaines, retenons ce qui touche au périurbain. L'urbanisation diffuse est réputée être le pire ennemi de la biodiversité, tandis que la ville durable d'une part, et la campagne de l'agriculture raisonnée d'autre part, seraient ses nouveaux laboratoires. Pourtant, comment ne pas reconnaître qu'en dépit de sa part de tares environnementales, paysagères ou esthétiques, la périurbanisation est le passage historique au jardinage domestique d'une fraction de l'espace agricole qui, pour ce qui le concerne, a tout à réinventer pour contribuer à la biodiversité ? Le jardin périurbain est certainement critiquable. Il est trop souvent pauvre, normatif, incohérent, privatif. Mais il existe. On a abondamment galvaudé l'image du propriétaire pavillonnaire prisonnier de la tonte de sa pelouse. Résume-t-elle bien ce qui se joue dans les nombreuses formes d'habiter dites périurbaines, quant aux pratiques de nature et aux micro-contributions à une biodiversité domestique ? Si le phénomène périurbain excite tant la critique de ce point de vue, n'est-ce pas parce qu'il est l'expression d'une quête pour le moins difficile et inconfortable de la part de sociétés urbaines assaillies par leurs contradictions ?

La symptomatologie périurbaine n'est certes pas la seule. L'urbanophobie apporte sa part d'informations sur la crise des spatialités contemporaines. En écho, la récurrence du débat sur les nouvelles campagnes, ou les nouvelles ruralités, qui dure depuis quarante ans, est tout aussi significative. Mais le périurbain comme symptôme a ceci de remarquable qu'il rompt la binarité des horizons, et invite aux hybrides. Du périurbain comme problème, on passe au périurbain comme problématique : n'est-ce pas le propre de tout champ scientifique ?

QUESTION 3

Champ scientifique ou champ de bataille ? Rendez-vous problématique ou rendez-vous éthique, voire esthétique ? Tous les chercheurs ne répondent pas ici de la même façon, et pourquoi le faudrait-il ? *A priori*, le chercheur doit se méfier des attitudes partisans, mais après tout, la puissance des études urbaines de la grande époque critique marxiste n'était-elle pas dans sa posture axiologique ? C'était sans doute aussi sa limite, la promesse de son épuisement. Et pourtant, même avec le recul et la distance autorisée, on ne regrettera guère la production d'Henri Lefèbvre, ou les premiers travaux de Manuel Castells. Plus tard, les synthèses magistrales de François Ascher, exemplaires par leur neutralité idéologique (ou si l'on préfère leur pluralisme théorique) n'étaient cependant pas dénuées de défenses d'opinions, par exemple à propos de la

construction du pouvoir urbain (contre l'État, contre le municipalisme). Pourquoi la recherche sur la périurbanisation et le périurbain devrait-elle échapper aux convictions, voire aux engagements ? Sur un sujet aussi chaud, y prétendre est sans doute un leurre.

Autrement dit, il n'est sans doute pas de champ scientifique qui vaille, qui ne soit en même temps quelque part un champ de bataille (pacifié et respectueux mais vigoureux et courageux), ni de rendez-vous problématique qui ne soit plus fondamentalement éthique, voire esthétique. C'est du moins ma conviction épistémologique, et la promesse de vraies controverses scientifiques et politiques. Le problème pour le chercheur n'est pas vraiment là. Il est dans le risque de panne que comporte toute fidélité axiologique, qu'elle soit critique ou approbative ; risque qui appelle une sincère vigilance pour accepter de ne pas s'aveugler soi-même dans la construction de son argumentation scientifique, dès lors qu'on a plus ou moins explicitement choisi de la mettre au service d'un point de vue. Que faire des nouveaux faits réels qui infirment et perturbent l'intime conviction que l'expertise scientifique avait permis de forger patiemment ? Comment rester dans une science en mouvement qui fait évoluer son système explicatif en même temps que le monde change ? Les postures par trop axiologiques peuvent montrer alors leur raideur.

Pour ce qui concerne l'étalement urbain, la souplesse n'est pas toujours au rendez-vous. Lorsqu'un processus aussi nourri de débats publics et d'expertises scientifiques que le Grenelle de l'environnement débouche sur une loi qui proscriit l'étalement urbain, il n'est pas si facile d'en proposer tranquillement malgré tout une prospective. La doxa est puissante, et la recherche, imbriquée dans l'expertise et l'aide à la décision par un certain nombre de programmes incitatifs bien connus, n'en est pas protégée. Pire encore : la recherche peut difficilement prétendre être étrangère à la production de la *doxa*.

À titre de contre-exemple, on rappellera la bataille de « la ville émergente », ce programme du PUCA initié par Olivier Piron et dirigé par Yves Chalas et Geneviève Dubois-Taine (Dubois-Taine, 2007), où les explorateurs de formes nouvelles d'urbanité et d'urbanisme aux marges de la ville ont vite été considérés comme des tenants du libéralisme sauvage par une part conséquente du monde professionnel public de l'aménagement et l'urbanisme plus urbano-centré. Aujourd'hui, bien qu'avec moins d'intensité, la controverse sur l'éternelle réforme territoriale est dans le danger d'être réduite à une opposition entre les tenants de l'interterritorialité comme faux-nez du conservatisme communal, et les partisans de grandes et fortes autorités du despotisme métropolitain éclairé. La gouvernance des espaces périurbains mérite sans doute mieux que ce mauvais dilemme ; où il pourrait s'avérer que les positions les plus axiologiques ne sont pas les mieux à même de contribuer à changer le monde, contrairement à ce qu'elles prétendent.

Pour le moment, tout se passe encore comme si entrer dans la question périurbaine revenait à choisir d'aimer ou de haïr la périurbanisation. Faisons

l'hypothèse que cette intrusion de l'affect *via* les positions axiologiques des uns ou des autres est la maladie infantile d'une problématique, qui somme toute ne travaille les sociétés développées que depuis une quarantaine d'années. En réalité, la question périurbaine n'existe pas en tant que telle et les problématiques construites en son nom n'ont de sens que prises dans le continuum spatial et social qui va des villes aux campagnes, ou dans un autre registre des espaces densément habités à ceux qui le sont moins. Ce continuum mute, redistribue, interroge : « périurbain » est un mot bien limité pour rendre compte de la richesse des réflexions à ce propos. Haïssons-le, expliquons-le, combattons-le, défendons-le, mais ne perdons de vue l'essentiel : les enjeux qui s'y rapportent (futur des mobilités, culture de la nature, construction du politique, *etc.*) sont bien plus grands que lui qui, dans une ou deux générations, fera sourire quant aux passions qu'il aura entretenues.

QUESTION 4

Quid du périurbain et de la périurbanisation dans 20 ou 30 ans ? Une prospective datarienne, mais néanmoins exploratoire (DATAR, 2010) a imaginé cinq scénarios possibles pour la France en réponse à cette question légitime : le périurbain digéré par l'urbain, ou le triomphe de Grenelle (scénario 1) ; le périurbain dissout par le confort spatial, ou la surprise de l'abondance (scénario 2) ; le périurbain transformé en conservatoire et laboratoire « périrural », ou la revanche des périphéries (scénario 3) ; le périurbain saisi par l'interterritorialité, ou la nouvelle frontière (scénario 4) ; le périurbain réquisitionné par les villes-régions, ou l'après-catastrophe (scénario 5). Deux de ces scénarios, le premier et le dernier, estiment possible la fin de la périurbanisation, soumise à l'impératif écologique, et la résorption de ce qui aura été une parenthèse malheureuse. Trois autres expriment au contraire les diverses modalités de la poursuite du phénomène, voire son triomphe pour le deuxième scénario on ne peut plus politiquement incorrect.

Volontairement tranchés et hétérogènes, ces scénarios ne sont assortis ni d'un coefficient de probabilité ni d'une échelle d'acceptabilité : il n'y a pas *a priori* de bons ou de mauvais horizons, seulement des logiques crédibles, d'autant plus que chacune d'elle intègre ses propres contradictions et dessine un monde futur de solutions et de nouveaux problèmes. Le plus vraisemblable est que les cinq logiques, déjà au travail, vont continuer à différencier les contextes d'entremêlement urbain-rural, consolidant les corridors dans les grandes régions métropolitaines (scénario 1), produisant des nébuleuses dans les campagnes lointaines (scénario 2), organisant les rivages habités des espaces écologiques précieux et attractifs (scénario 3), valorisant les synapses inter-cités (scénario 4), ou dessinant les réserves éco-techniques indispensables au métabolisme des villes-régions (scénario 5). La France dite périurbaine de demain

(mais ce vocable n'aura sans doute plus guère de pertinence) sera un mélange de ces cinq situations archétypiques, et d'autres encore qui pourraient nous surprendre.

À partir de quoi, toute politique d'aménagement, de développement et d'urbanisme peut affirmer des choix, prendre des options, adopter une stratégie tendancielle, contre-tendancielle, ou conditionnelle, à l'égard de tel ou tel scénario. L'espace de l'étalement urbain cesse d'être l'étendue de la défaite, l'incarnation géographique d'une défaillance collective. Il devient un espace de projet, dont les acteurs expriment le rôle dans le système qui l'englobe. La prospective n'engage que ceux qui passent à la stratégie.

Controverse publique, recherche scientifique, axiologique ou non, prospective et stratégie : voilà qui n'est pas si mal pour un sujet indéfinissable ! Ce qui manque peut-être désormais, c'est un peu de rétrospective, pour éviter à chaque nouvelle génération de chercheurs, de débats, ou de stratèges, de refaire le même chemin que la génération précédente, y compris au nom du développement durable. Il se peut que Gérard Bauer ou Jean-Michel Roux, auteurs d'un ouvrage fondateur sur la rurbanisation (1976) considèrent ce chemin générationnel avec perplexité. Et pourtant, comme le périurbain, les savoirs qui le concernent ont pris de l'épaisseur. Travailler dans l'épaisseur : tel devrait être le mot d'ordre de celles et ceux qui, dans la science, dans l'action, ou entre les deux, abordent à leur tour cet autre entre-deux qu'on appelle encore périurbain.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAUER, G. ; ROUX, J.M. 1976. *La rurbanisation, ou la ville éparpillée*, Paris, Le Seuil.
- BONNIN, P. ; BERQUE, A. ; GHORRA GOBIN, C. (sous la dir. de). 2006. *La ville insoutenable*, Paris, Belin.
- BOURDIN, A. 2009. *Du bon usage de la ville*, Paris, Descartes & Cie.
- CAILLY, L. 2010. « La question urbaine revisitée », dans L. Cailly et M. Vanier (sous la dir. de) 2010. *La France, une géographie urbaine*, Paris, A. Colin, p. 213-234.
- DATAR, 2010. « Prospective périurbaine et autres fabriques de territoires », Paris, *Territoires 2040*, n° 2, p. 19-76.
- DUBOIS TAINE, G. (sous la dir. de) 2007. *La ville émergente*, Paris, La documentation française.
- DONZELOT, J. (sous la dir. de) 2004. « La ville à trois vitesses », Paris, *Esprit*, mars-avril.
- REMY, J. ; VOYÉ, L. 1982. *La ville, vers une nouvelle définition*, Paris, Economica.
- ROUX, E. ; VANIER, M. 2008. *La périurbanisation, problématiques et perspectives*, La documentation française – Datar.
- SIEVERTS, T. 2004. *Entre-ville, une lecture de la Zwischenstadt*, Paris, Parenthèses.
- VIARD, J. 1994. *La société d'archipel, ou les territoires du village global*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

DOSSIER

(coordonné par Jean-Yves Authier
et Stéphanie Vermeersch)

Éditorial

Jean-Yves Authier et Stéphanie Vermeersch

**Le logement, facteur de sécurisation pour
des classes moyennes fragilisées ?**

François Cusin

**Le loft : habitat atypique et innovation
sociale pour deux générations de
« nouvelles classes moyennes »**

Anaïs Collet

**Des « pionniers » prisonniers :
immobilité résidentielle et déclassement
social des pavillonnaires en ville nouvelle**

Anne Lambert

**Trajectoires résidentielles et
choix électoraux chez les couches
moyennes périurbaines**

Jean Rivière

**Pratiques et représentations des
couches moyennes en banlieue rouge :
stratégies résidentielles et ancrage territorial**

Lina Raad

**Choix résidentiels et différenciation des
modes de vie des familles de classes
moyennes en Suisse**

Marie-Paule Thomas et Luca Pattaroni

**Comment partager les mêmes espaces ?
Les classes moyennes à Durban
(Afrique du Sud)**

Sophie Chevalier

**Classe moyenne versus classe
ouvrière. Working Class Suburbs et
le mythe de la banlieue étatsunienne**

María Margarita González Cardenas

HORS DOSSIER

**« Jouer son atout » :
figuration et sociabilité de rue
dans une banlieue de Lisbonne**

João Pedro S. Nunes

**Quand les managers publics locaux
inventent la métropole procédurale**

Marie-Pierre Lefeuvre

CONTROVERSES

Le périurbain, maudit ou sauvé ?

Alain Bourdin

Choix de société

Jacques Lévy

Dans l'épaisseur du périurbain

Martin Vanier

NOTES DE LECTURE

**Comptes rendus thématiques
Recensions d'ouvrages**

